



Voie libre pour le train des luttes

Par Didier LE RESTE

Secrétaire Général de la Fédération CGT des cheminots

Comme elle s'y est publiquement engagée, la Fédération CGT porte à la connaissance des cheminots, par le biais de ce 4 pages, les premiers résultats revendicatifs des derniers mouvements sociaux qu'a connus notre entreprise. Même si, au regard de la complexité du contexte, nous n'avons pas atteint nos objectifs initiaux, force est de constater que la conception de notre syndicalisme, alliant contestations, propositions, actions et négociations, permet de faire bouger les choses de façon substantielle.

En effet, le rapport de force exercé débouche sur des recrutements supplémentaires, le maintien de postes de travail et d'installations qui devraient être fermés et supprimés, l'arrêt de réorganisations contestées par le personnel, la ré-internalisation de certaines charges de travail induisant la création d'emplois...

Ce sont là des points d'appui non négligeables, sur lesquels il nous faut pousser l'avantage !

Pourquoi ? Parce qu'à la SNCF, comme au niveau du Gouvernement, et malgré la propagande déversée et la stratégie de l'enfumage poussée par la Direction, il n'y a pas de négociations !

L'exemple le plus douloureux et caricatural est bien la situation catastrophique du Fret, où l'on nous a toujours refusé que nos propositions alternatives soient négociées!

Un pas a été franchi dans l'inacceptable lors du conflit social d'Avril, lorsque le Président de la SNCF, sponsorisé par l'Elysée, a entonné « Pas de négociation pendant la grève ! » Cela confine au déni du droit de grève comme moyen d'expression des salariés.

C'est un acte grave qui va laisser des traces, et c'est d'autant plus intolérable qu'il se dit aujourd'hui dans les couloirs de la Direction que celle-ci a lâché quelques « mesurette » début Avril pour simplement diviser les Syndicats !

J'invite les dirigeants de l'entreprise à se ressaisir et à intégrer le fait que lors d'un précédent sondage interne, plus de 60 % des cheminots disaient ne plus adhérer aux orientations de la Direction et que la consultation récente effectuée parmi les informaticiens par CSA à la demande de la SNCF, indique que 88 % d'entre eux ne font plus confiance à leur Direction. La CGT aurait-elle tort d'avoir raison trop tôt ?

La Direction de la SNCF ne pourra pas définitivement dissimuler « la poussière sous le tapis », il faudra bien qu'elle accepte d'entendre les cheminots et leurs syndicats.

La confiance en l'action collective s'amplifie.

Nous l'avons vérifié avec la place importante prise par les cheminots dans les mouvements interprofessionnels contre la réforme des retraites.

Comme pour le dossier Retraite, il nous faut peser plus fort sur les autres questions socio-économiques qui fondent la politique de l'entreprise. Il en va de l'avenir du Service Public SNCF, de celui de notre statut, et des conditions sociales qui s'y attachent ! Comme le Gouvernement, la Direction n'entend que le rapport de force !

Faisons nôtre le passage d'un poème de Victor HUGO :

« Les peuples ne doivent jamais désespérer, ... si épaisse que soit la nuit, on aperçoit toujours une lumière. »

Le 30 Juin 2010

sommaire

- > édito
- > Organisation de la production
- > Ré internalisation des charges
- > Matériel
- > Fret
- > Informaticiens
- > Emploi

ORGANISATION DE LA PRODUCTION

Les propositions de la CGT pour rééquilibrer le pouvoir des branches afin de maintenir le concept intégré de la SNCF et permettre une organisation de la production transverse multi activité sont pertinentes pour l'efficacité du service public. La direction a été forcée de remettre en cause, dans une certaine mesure, l'hégémonie des branches du projet d'entreprise « destination 2012 » :

- ▶ Les projets régionaux d'établissements dédiés à l'activité TER dans les régions de Marseille, Bordeaux et Lyon sont abandonnés ou rediscutés. La direction accepte de discuter au niveau national de l'organisation de la production en zones diffuses.
- ▶ L'unicité et le caractère transverse de l'ECT de Lille, des ET de Toulouse et du Pays de Loire sont confirmés.
- ▶ A Nantes, un moratoire a été obtenu sur les UP TGV et TER jusqu'à fin 2011, la consultation du CER sur la séparation des activités voyageurs de l'ET Languedoc Roussillon est reportée à fin 2010.
- ▶ Dans plusieurs régions, des roulements ASCT et ADC redeviennent mixtes TER / GL, y compris dans certains cas TER / FRET !

Un retour d'expérience des restructurations engagées en 2008 et 2009 a été gagné. Un cahier des charges et une méthodologie seront présentés à la commission économique du CCE. Dans tous les chantiers, les cheminots doivent imposer des organisations efficaces pour le service public.

RÉ INTERNALISATION DES CHARGES

Sous la pression des cheminots face à la gabegie de la sous traitance, la direction a été forcée d'ouvrir ce dossier. Même si elle veut en limiter la portée au reclassement des cheminots laissés pour compte par sa stratégie, à partir d'une étude dans 3 régions pilotes (Metz/Nancy, Lille et Marseille), elle a déjà été contrainte de :

- ▶ Ré internaliser l'acheminement des plis de service et des navettes d'ADC entre les dépôts et les gares.
- ▶ Reprendre aux entreprises privées l'équivalent de 70 kms de GOP (chantier de renouvellement de voie et ballast) dans la région de Chambéry.

Ces premiers acquis sont un point d'appui pour ouvrir la porte en grand dans tous les chantiers. La CGT exige la ré internalisation dans l'EPIC de toutes charges de travail qui ont été transférées ou sous-traitées soit dans le privé, soit dans les filiales du groupe. Cela représente des milliers d'emplois de cheminots à statut. C'est aussi l'occasion de ré internaliser et de préserver des compétences dans le service public.

MATÉRIEL

La mobilisation pour la sauvegarde des ateliers du Mans entre dans une nouvelle phase après la table ronde du 8 juin 2010. La direction du Matériel, qui avait programmé la fermeture de ce site industriel, est contrainte d'annoncer son maintien avec, de plus, une étude sur l'électrification des ateliers.

Cette première avancée permet de pérenniser le site du Mans et de préserver 50 emplois. La CGT, persuadée que ce site a un avenir industriel, appelle à poursuivre et amplifier la mobilisation pour gagner une politique de maintenance permettant la mise en qualité du service public.

FRET

Alors que les régions n'avaient plus aucune prérogative en la matière, des discussions sur ce périmètre des régions ont été imposées. Le « schéma directeur pour un nouveau transport écologique de marchandises » est, dans une certaine mesure revu :

- ▶ La mise en place d'opérateurs ferroviaires privés de proximité en Auvergne, dans le Morvan et à La Rochelle a été repoussée.
- ▶ La création des entités spécialisées par marchés est freinée (« Sol/Rail » est repoussée au premier semestre 2011).
- ▶ L'organisation multi lots multi clients devant remplacer le lotissement est retardée.
- ▶ Le tri à la gravité des triages de Somain et Miramas est maintenu.

Direction et gouvernement sont de plus en plus en difficulté face à la mobilisation citoyenne qui s'élargit avec les comités de défenses de triages, l'appel de 365 personnalités pour obtenir un moratoire sur le schéma directeur fret, le colloque fret organisé par le CCE le 15 juin 2010, les initiatives des 1er et 6 juillet... Dans tous les sites fret, les cheminots doivent se mobiliser pour gagner le re développement du fret SNCF.

INFORMATIENS

Par leur mobilisation, notamment lors de la journée sans informaticien du 1er avril et le rassemblement national du 26 mai 2010, les cheminots ont fait la démonstration par l'action de la nocivité du projet ULYSSE, co-entreprise avec IBM. L'argumentation de la CGT a conduit le Ministère de l'Economie et des Finances à émettre des doutes sur sa pertinence, des sénateurs et des députés sont intervenus.

La direction est en difficulté, l'enquête qu'elle a commandée au CSA révèle que 95 % des cheminots sont contre ce projet, 88 % n'ont pas confiance en la direction, 65 % font confiance aux organisations syndicales, 72 % sont convaincus qu'IBM veut faire main basse sur nos systèmes d'information.

La table ronde du 14 juin 2010 a acté le retour de charges informatiques à la SNCF et 200 recrutements. Une nouvelle table ronde est prévue le 9 juillet 2010 pour discuter des modalités concrètes : avenir des DSI et des ASTI, recrutement de cheminots à statut, ouverture de sessions de formation de TAD INF ouvertes à tous les agents sans distinction.

La CGT appelle tous les cheminots à rester vigilants pour mettre cette nouvelle réunion sous leur contrôle.

EMPLOI

La direction SNCF n'a cessé de claironner « pas de prime à la grève ». Sous le poids du rapport de force, elle a été contrainte de lâcher du lest en engageant un cycle de discussions / négociations dans les régions sur mandat national. Ces négociations régionales, toujours en cours, ont permis d'engranger 1136 emplois dont 725 embauches :

Filières	Total emploi	Embauches
Matériel	179	111
EIC	116	84
Traction	184	86
ECT	169	121
INFRA / équipement	231	139
EEX/ voyageur	181	114
SUGE	8	8
Services communs+ DR	34	28
FRET	15	15
Compensation TP/CPA	19	19
Total	1136	725

Vendredi 11 juin 2010 s'est tenue la table ronde nationale obtenue lors du conflit social des cheminots en avril dernier.

Devant notre insistance, la direction SNCF a annoncé 1000 embauches à réaliser d'ici septembre 2010. Elle confirme les 200 recrutements supplémentaires issus de l'alternance acquis lors de la bilatérale du 21 avril et les 460 recrutements supplémentaires obtenus lors des préavis de grève d'avril qui viennent s'ajouter aux 1800 prévus au budget 2010. A cela, il faut rajouter les compensations en emplois hors compte suite aux accords temps partiel et cessation progressive d'activité (estimés à 115), que la direction SNCF appliquait à la marge sur cette partie.

Enfin, au-delà des départs en retraite prévus au budget, la direction estime à 500 le nombre de départs supplémentaires qui seront dans ce cadre tous remplacés.

Au regard de ces premières annonces ($1800 + 460 + 200 + 115 = 2675$), le budget recrutements 2010 sera largement dépassé et ce grâce à l'action des cheminots avec la CGT.

POUR L'AVENIR DE L'ENTREPRISE PUBLIQUE SNCF, DE SON PERSONNEL, RENFORCEZ LE SYNDICALISME DE CONQUÊTES SOCIALES, REJOIGNEZ LA CGT !!



Carte à échanger auprès d'un militant CGT contre une adhésion officielle

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Fonction : _____

Tél : _____ e.mail : _____ @ _____

Grade : _____ Établissement : _____

**ensemble, plus forts
pour gagner**

Fédération CGT des cheminots 263 Rue de Paris 93515 Montreuil Cedex
adhesion@cheminotcgt.fr • www.cheminotcgt.fr • tél : 01 49 886 100